



territoire
d'énergie
CÔTE-D'OR

Enedis
L'ELECTRICITE EN RESEAU

PROJET AVENANT N°33
AU CAHIER DES CHARGES DE CONCESSION
POUR LE SERVICE PUBLIC DE DISTRIBUTION D'ELECTRICITE
DU SICECO TERRITOIRE D'ENERGIE COTE D'OR
Modalités d'application de l'article 8

Entre les soussignés :

Le **Syndicat d'Energies de Côte d'Or (SICECO)**, sis 9A, rue René Char-DIJON 21000, autorité organisatrice du service public de distribution d'électricité, représentée par **Mr Jacques JACQUENET**, Président, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du **15 décembre 2025**,

ci-après désigné par : « l'autorité concédante », d'une part,

Et, d'autre part,

- **Enedis**, société anonyme à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 euros, dont le siège social est sis 4, place de la Pyramide – 92800 Puteaux, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le n° 444 608 442, représentée par **Monsieur Thomas FRAIOLI**, Directeur Régional Enedis Bourgogne, agissant en vertu des délégations de pouvoirs qui lui ont été consenties le 1^{er} juin 2023 par le Directoire et le Président d'Enedis, faisant élection de domicile 65 Rue de Longvic - BP 129 - 21004 DIJON Cedex,

désignée ci-après « le concessionnaire », pour la mission de développement et d'exploitation du réseau public de distribution d'électricité, ou « le gestionnaire du réseau de distribution »

désignées ci-après désignées ensemble « les parties ».

PREAMBULE

Par convention du 29 décembre 1998, le SICECO Territoire d'Energie Côte d'Or a concédé à Electricité de France la distribution publique d'électricité sur l'ensemble du territoire des communes dont la liste figure à l'article 4 de la convention de concession.

L'article 8 du cahier des charges de concession annexé à la convention, relatif à l'intégration des ouvrages dans l'environnement, prévoit que « *comme participation au financement de travaux dont l'autorité concédante sera maître d'ouvrage et destinés à l'amélioration esthétique des ouvrages de la concession, le concessionnaire versera à l'autorité concédante une contribution annuelle calculée selon les modalités indiquées en annexe 1 au présent cahier des charges* ».

A la date de signature de la convention de concession, le montant global de la contribution financière prévue à l'article 8 du cahier des charges était de 14 000 000 F (2 134 286 €) pour la première période quinquennale de la durée d'exécution de la convention de concession, soit une enveloppe annuelle de 2 800 000 F (426 857 €) pour cette même période.

Par la suite, un premier avenant a été signé le 25 juin 2004 pour une période de 5 ans (années 2004 à 2008). Ce premier avenant a fixé le montant de la dotation à 2 300 000 € pour la deuxième période quinquennale d'exécution de la concession, soit une enveloppe annuelle de 460 000 € à laquelle s'est

ajoutée une dotation quinquennale exceptionnelle de 200 000 € pour le programme de résorption des cabines hautes.

A l'expiration de cette deuxième période quinquennale, a été signé, le 4 décembre 2009, un avenant n°2 fixant les modalités de calcul de la contribution financière due par le concessionnaire au titre de l'intégration des réseaux existants dans l'environnement, pour la période allant du 1er janvier 2009 au 31 décembre 2010. Cet avenant fixe l'enveloppe financière à 960 000 € pour la période biennale susvisée, soit 480 000 € par an.

Un avenant n°3 a également été signé le 21 avril 2010. Ce dernier détermine les obligations qui s'imposent au concessionnaire au titre de l'intégration des réseaux nouveaux dans l'environnement, pour la période allant du 1er mai 2010 au 31 décembre 2014. Il a en outre pour objet de déterminer les modalités de répartition de la maîtrise d'ouvrage entre l'autorité concédante et le concessionnaire.

Un avenant n° 5 a été signé le 6 juin 2011 fixant les modalités de calcul de la contribution financière due par le concessionnaire au titre de l'intégration des réseaux existants dans l'environnement, pour les années 2011 et 2012. Le montant de l'enveloppe a été fixé à 500 000 € par année.

Puis un avenant n° 8 fixant les modalités de calcul de la contribution financière due par le concessionnaire au titre de l'intégration des réseaux existants dans l'environnement a été signé le 5 novembre 2012 pour les années 2013 et 2014. Il a repris les conditions de l'avenant n° 5 avec une augmentation de la contribution financière s'élevant à 515 000 € par année, liée à l'intégration de la ville de Chatillon-sur-Seine au SICECO.

Un avenant n° 11 reprenant les conditions de l'avenant n° 8 a fixé la contribution financière à 515 000 € par année pour la période 2015 à 2016.

Un avenant n° 16 a été signé le 30 juin 2017 pour fixer la contribution financière pour les années 2017 et 2018. Cet avenant a repris les conditions de l'avenant précédent (n°11) avec une augmentation de la contribution financière à 550 000 € par année, liée à la modification du périmètre de la concession (intégration de 24 communes du Syndicat d'électrification et des réseaux téléphoniques de Plombières-lès-Dijon – SERT- et sortie des 7 communes vers Dijon Métropole).

Un avenant n° 20 a été signé le 18 décembre 2018 pour fixer la contribution financière pour les années 2019 et 2020, reprenant les conditions de l'avenant précédent (n°16) avec une contribution financière à 550 000 € par année.

Enfin, un avenant n° 22, reprenant les conditions de l'avenant précédent (n°20), a été signé le 8 décembre 2020 pour fixer la contribution financière pour l'année 2021 à 550 000 €.

L'avenant n° 22 arrivant à expiration le 31 décembre 2021, les parties se sont rencontrées afin de déterminer ensemble la nouvelle participation du concessionnaire au titre de l'intégration des réseaux existants dans l'environnement, pour la période allant du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2023.

L'avenant n°24 a été signé le 5 décembre 2023 pour fixer les modalités de participation du concessionnaire au titre de l'intégration des réseaux existants dans l'environnement pour les années 2022 et 2023.

L'avenant n°29 a été signé le 14 octobre 2024 pour fixer les modalités de participation du concessionnaire au titre de l'intégration des réseaux existants dans l'environnement pour les années 2024 et 2025.

Les modalités d'intégration des réseaux nouveaux dans l'environnement sont fixées dans l'avenant déterminant la répartition de la maîtrise d'ouvrage entre l'autorité concédante et le concessionnaire.

Cela étant exposé, les parties conviennent des dispositions qui suivent :

ARTICLE 1 – OBJET DU PRESENT AVENANT

Le présent avenant a pour objet de déterminer le montant et les modalités de règlement de la contribution du concessionnaire au titre de l'article 8 du cahier des charges pour les réseaux existants, pour la période du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2027.

Il a également pour objet de fixer les modalités d'intégration dans l'environnement des réseaux nouveaux pour cette même période.

ARTICLE 2 – PARTICIPATION DU CONCESSIONNAIRE AU TITRE DE L'INTEGRATION DES RESEAUX EXISTANTS

En application des deux premiers alinéas de l'article 8 du cahier des charges de concession « Intégration des ouvrages dans l'environnement », le concessionnaire participera, à hauteur de 40% du coût hors TVA, au financement des travaux réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de l'autorité concédante aux fins de l'amélioration esthétique des ouvrages de la concession.

ARTICLE 2.1 – ETABLISSEMENT DU PROGRAMME DE TRAVAUX ET MONTANT DE LA CONTRIBUTION ANNUELLE DU CONCESSIONNAIRE

2.1.1 – Etablissement du programme annuel de travaux

Le programme annuel indicatif de travaux de l'année N sera communiqué par l'autorité concédante au concessionnaire en novembre de l'année N-1. Il pourra éventuellement être modifié ou complété en concertation avec le concessionnaire. Concernant la programmation 2025, l'autorité concédante communiquera au concessionnaire le programme prévisionnel de travaux dès la signature du présent avenant.

Le remplacement de chantiers prévus dans le programme article 8 d'une année par d'autres chantiers ne sera possible que si l'opération s'intègre dans le plafond de la contribution annuelle allouée et s'inscrit dans les délais de réalisation prévus pour l'opération remplacée.

En cas de difficultés, les parties conviennent de se rencontrer pour examiner des modifications plus significatives du programme prévisionnel.

En tout état de cause, le programme annuel indicatif ne pourra être proposé par l'autorité concédante qu'à la condition d'avoir obtenu en octobre du concessionnaire les programmes de travaux BT et HTA du concessionnaire pour l'année N.

2.1.2 – Contribution du concessionnaire pour 2026 et 2027

La contribution est fixée comme suit :

- Programme de l'année 2026 : 550 000 euros Au 15/12/2026, seul un report de 35% de la contribution 2026, soit 192 500 € est accepté jusqu'au 30 novembre 2027. Les sommes qui n'auraient pas été facturées seront définitivement perdues et ne pourront être réclamées au concessionnaire par l'autorité concédante.
- Programme de l'année 2027 : 550 000 euros Au 01/12/2027, seul un report de 35% de la contribution 2027, soit 192 500 € est accepté jusqu'au 30 novembre 2028. Les sommes qui n'auraient pas été facturées seront définitivement perdues et ne pourront être réclamées au concessionnaire par l'autorité concédante.

ARTICLE 2.2 – CONDITIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX

Conformément à l'article 8 du cahier des charges de concession, la maîtrise d'ouvrage des travaux objet du présent avenant sera assurée par l'autorité concédante.

La maîtrise d'ouvrage de ces travaux pourra cependant être transférée au cas par cas par l'autorité concédante au concessionnaire, en particulier dans le cas de coordination avec d'autres travaux sous maîtrise d'ouvrage du concessionnaire. Dans cette hypothèse, une convention spécifique sera signée entre les parties.

ARTICLE 2.3 – MODALITES DE REGLEMENT DE LA PARTICIPATION DU CONCESSIONNAIRE

- Modalités de calcul de la participation du concessionnaire

En application des deux premiers alinéas de l'article 8 du cahier des charges de concession « Intégration des ouvrages dans l'environnement », le concessionnaire participera à hauteur de 40% du coût hors TVA au financement de travaux réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de l'autorité concédante aux fins d'amélioration esthétique des ouvrages de la concession.

- Modalités de versement de la participation du concessionnaire

La participation sera versée conformément aux modalités suivantes :

- ⇒ 75 % en fonction de l'avancement du chantier. La première demande d'acompte sur un chantier devra être accompagnée du bon de commande ou ordre de service émis par l'autorité concédante. Les factures correspondantes devront également être produites à l'appui de chaque demande d'acompte.
- ⇒ 25 % au procès-verbal de réception et à l'appui des factures pour solde.

ARTICLE 2.4 – SUIVI DU PROGRAMME DE TRAVAUX PRESENTE PAR L'AUTORITE CONCEDANTE

Les travaux du programme de l'année N feront l'objet d'un suivi régulier et d'un contrôle continu des sommes consommées sur l'enveloppe allouée à l'autorité concédante au titre de l'année considérée.

A cet effet, deux réunions à minima seront organisées, au premier et au second semestre de l'année N. Les volets techniques et financiers de chaque opération seront validés par l'autorité concédante et contrôlés par le concessionnaire avant règlement.

ARTICLE 3 – MODALITES D'INTEGRATION DES RESEAUX NOUVEAUX DANS L'ENVIRONNEMENT

A – Les périmètres et pourcentages visés aux alinéas 4, 5 et 6 de l'article 8 du cahier des charges de concession sont définis comme suit :

- ⇒ Zone A (article 8 – alinéa 4)
 - Immeubles classés parmi les monuments historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire ainsi que les sites classés ou inscrits
Rayon de 500 mètres
Taux = 100%
- ⇒ Zone B (article 8 – alinéa 5)
 - Communes sous POS : Zones P.P.A.U.P., U.A., N.A.
Communes sous PLU et cartes communales : Zones P.P.A.U.P. et zones U.A et A.U.
Taux = 80%
 - En agglomération dans les rues commerçantes, à proximité immédiate des jardins publics et des écoles mais en dehors des zones A
Taux = 80%

- ⇒ Zone C (article 8 – alinéa 6)
- En dehors des zones A et B définies ci-dessus
Taux = 40%

B – Il sera porté une attention particulière à l'intégration des branchements et des coffrets de comptage dans l'environnement. Les branchements aériens nouveaux ne surplomberont pas sur plus d'un mètre le domaine public, sous réserve que cela soit techniquement et administrativement réalisable.

C – Les canalisations que le concessionnaire réalisera dans les zones traitées esthétiquement, en qualité de maître d'ouvrage, seront aussi souterraines ou exceptionnellement par toute autre technique discrète appropriée.

D – En cas d'interdiction formulée par l'autorité compétente en matière de voirie, d'ouvrir une tranchée pour le passage du câble en souterrain, il sera réalisé chaque fois que cela sera possible un fonçage ou un forage.

E – Les ouvrages réalisés dans les parcs naturels tiendront compte des techniques spécifiées dans la réglementation en vigueur.

Il sera tenu compte, lors des travaux du concessionnaire, des passages et séjours d'oiseaux migrateurs afin de leur occasionner le moins de danger possible.

ARTICLE 4 – DATE D'EFFET DU PRESENT AVENANT

Le présent avenant prend effet à compter du 1^{er} janvier 2026 pour une durée de 2 ans.

Les dispositions contenues dans le présent avenant seront réexaminées conformément à l'article 1 paragraphe 12 de l'annexe 1 du cahier des charges de concession et feront l'objet, le cas échéant, d'un avenant qui reprendra, au moins, les dispositions ci-dessus.

ARTICLE 5 – REGLEMENT DES DIFFERENTS

Tout différend relatif à l'exécution et/ou à l'interprétation du présent avenant devra faire l'objet, à peine d'irrecevabilité, d'une recherche de conciliation entre les parties à l'initiative de la plus diligente, dans les conditions prévues par l'article 12 de l'annexe 1 du cahier des charges de concession.

Fait à Dijon, le / /2025, en trois exemplaires originaux

Pour l'autorité concédante, Le Président du SICECO,	Pour le concessionnaire, Le Directeur Régional ENEDIS Bourgogne
Jacques JACQUENET	THOMAS FRAIOLI